

# DÉCLARATION DE DAKAR SUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET LA RÉSILIENCE (DAKAR 2)

Dakar, Sénégal, le 27 janvier 2023

**NOUS**, chefs d'État et de gouvernement de 34 pays africains, chefs d'organisations internationales et bilatérales de développement et dirigeants du secteur privé, réunis à l'occasion d'un Sommet organisé par S.E. Macky Sall, président de la République du Sénégal et président de l'Union africaine, et M. Akinwumi Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement sur le thème « Sommet Dakar 2 – Nourrir l'Afrique : Souveraineté alimentaire et résilience », à Dakar, Sénégal du 25 au 27 janvier 2023 ;

**REMERCIONS** S.E. Macky Sall, président de la République du Sénégal et président de l'Union africaine pour son leadership, ainsi que le gouvernement et le peuple sénégalais pour l'hospitalité chaleureuse accordée aux délégations et pour l'organisation de ce Sommet aussi opportun qu'important ;

**SALUONS** la présence de S.E. Michael D. Higgins, président de la République d'Irlande ;

**FÉLICITONS** le président du Groupe de la Banque africaine de développement, M. Akinwumi Adesina, pour son leadership, son engagement et son rôle moteur qui ont permis à ce Sommet d'être couronné de succès, et félicitons le Groupe de la Banque africaine de développement pour son étroite collaboration avec les gouvernements nationaux et les partenaires dans l'élaboration des Compacts nationaux pour l'alimentation et l'agriculture ;

**PRÉOCCUPÉS** par le fait que la hausse des prix des denrées alimentaires et les perturbations de l'approvisionnement alimentaire mondial dues au Covid-19, au changement climatique et aux conflits tels que la guerre entre la Russie et l'Ukraine n'aggravent l'insécurité alimentaire en Afrique ;

**NOTONS** que l'Afrique abrite environ 65 pour cent des terres arables non cultivées restantes dans le monde et qu'elle a le potentiel de produire

suffisamment pour se nourrir elle-même et contribuer à nourrir le reste du monde ;

**RECONNAISSONS** qu'en dépit de son énorme potentiel agricole, l'Afrique souffre d'une insécurité alimentaire flagrante, un tiers des 828 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde se trouvant en Afrique ;

**CONSCIENTS** que l'atteinte et le maintien de la souveraineté alimentaire nécessitent la fourniture de technologies agricoles aux agriculteurs à grande échelle, l'augmentation de la production alimentaire et la croissance des investissements dans les systèmes alimentaires et agricoles ;

**SOMMES CONVAINCUS** que la réalisation de l'objectif de développement durable numéro 2 des Nations unies « Faim zéro » ne peut être atteint que s'il est atteint en Afrique ;

**NOTONS** que le soutien au secteur agricole africain dépend d'une volonté politique et d'un engagement forts de la part des gouvernements africains, des partenaires au développement et du secteur privé, ainsi que de l'intensification des programmes continentaux à fort impact tels que l'initiative *Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine (TAAT)* de la Banque africaine de développement, de la réussite de programmes nationaux et de programmes menés par les partenaires ;

**SALUONS** les intentions de financement à hauteur de 10 milliards de dollars par le Groupe de la Banque africaine de développement et 20 milliards de dollars supplémentaires par plusieurs autres partenaires pour soutenir la transformation du secteur agricole en Afrique à travers la mise en œuvre des Compacts nationaux pour l'alimentation et l'agriculture ;

**ENCOURAGEONS** le soutien continu des centres internationaux et nationaux de recherche et développement agricole, et des autres acteurs qui se sont associés aux pays africains pour développer et déployer des moyens de production robustes pour stimuler la productivité au niveau des exploitations et accroître la résilience ;

**RECONNAISSONS** que les Compacts nationaux pour l'alimentation et l'agriculture élaborés lors de ce Sommet ont été préparés par les pays africains, qui se les sont appropriés, et qu'ils transmettent la vision, les défis et les opportunités en matière de productivité agricole, d'infrastructures, de transformation et de valeur ajoutée, de marchés et de financement qui

accéléreront la mise en œuvre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) de l'Union africaine ;

**CONVENONS** que c'est à présent l'heure pour l'Afrique de se nourrir elle-même et d'exploiter pleinement son potentiel agricole pour contribuer à nourrir le monde ;

**DÉCIDONS** par la présente d'entreprendre ce qui suit :

- i) finaliser l'élaboration des Compacts nationaux pour l'alimentation et l'agriculture approuvés lors du Sommet Dakar 2 en collaboration avec les parties prenantes des pays, les partenaires au développement et le secteur privé afin de parvenir à la sécurité et à l'autosuffisance alimentaires ;
- ii) établir des Conseils présidentiels pour superviser la mise en œuvre des Compacts nationaux pour l'alimentation et l'agriculture ;
- iii) soutenir la mise en œuvre des Compacts nationaux pour l'alimentation et l'agriculture avec des indicateurs de réussite clairement mesurables et assortis de délais, notamment en adoptant des politiques nationales concrètes, des mesures d'incitation et des réglementations visant à créer un environnement propice à des investissements plus importants et accélérés dans le secteur agricole ;
- iv) mobiliser des financements internes et externes pour les Compacts nationaux pour l'alimentation et l'agriculture auprès d'un large éventail de partenaires multilatéraux et bilatéraux et du secteur privé ;
- v) augmenter le financement des budgets nationaux pour soutenir les Compacts nationaux pour l'alimentation et l'agriculture conformément à la Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie en allouant au moins 10 % des dépenses publiques à l'agriculture ; et
- vi) demander à la Commission de l'Union africaine et à la Banque africaine de développement d'assurer le suivi avec les différents partenaires au développement afin de finaliser le soutien

financier de 30 milliards de dollars annoncés lors de ce Sommet, de rechercher un appui financier supplémentaire auprès d'autres partenaires, et de rendre compte du financement global des partenaires au développement ; et veiller à ce que la Déclaration du Sommet Dakar 2 soit soumise au Sommet de l'Union africaine de février 2023 pour examen.